

L'ALTERNATIVE

ENDAVANT

Communiqué 25 mai 2021

Sécurité à Perpignan : la prévention aux abonnés absents

Dès sa prise de fonction, le nouveau maire de Perpignan affirme sa volonté de lutter contre la « voyoucratie » et durcit le système de contrôle social en posant le primat du tout-répressif : d'abord décision d'un arrêté contre les mendiants, puis création d'un nouveau poste de police, recrutement d'une vingtaine de policiers municipaux en plus des 150 déjà en poste, retour et extension à tous les quartiers de la ville du dispositif « Voisins vigilants », enfin extension sans fin de la vidéosurveillance (ajout de 24 caméras aux 305 existantes). Il est acquis que les caméras ne participent pas à prévenir les incivilités et violences, mais il en coûtera pourtant plus de 600 000 euros aux Perpignanais.

Cette politique sécuritaire amplifie le sentiment d'insécurité et favorise tensions et divisions. Est-elle la seule réponse adaptée aux problèmes de délinquance ? La répression sans prévention, sur fond de désertification de quartiers entiers du fait de la casse des services publics, abandonne les populations les plus fragiles aux violences de toute nature qui prospèrent sur le délitement du cadre républicain. La situation alarmante de la prostitution, notamment des mineurs, dans notre ville en est la dramatique illustration.

Une politique de sécurité urbaine efficace prévoit des mesures de prévention basées sur des données claires sur l'état de la délinquance locale et doit être élaborée avec le concours de la population et des acteurs concernés. Désigner un responsable du service de la prévention, mettre en lien les politiques publiques, soutenir les initiatives citoyennes, assurer le suivi individualisé des victimes et des mineurs en danger est nécessaire. La police municipale doit être recentrée sur des tâches de proximité, en assurant une présence dans les quartiers pour prévenir les incivilités du quotidien, et cela passe par une formation à la prévention des équipes plutôt que par une course à l'armement.

Pour faire reculer l'insécurité, la municipalité a surtout la responsabilité de créer des liens dans la cité, de penser l'aménagement urbain, de développer ou inciter au développement de services et d'activités de proximité, projet global qui peut faire reculer la violence. Les habitant·es doivent pouvoir se réapproprier leur quartier, leur espace de vie, et pour cela il faut soutenir les dynamiques citoyennes. C'est le sens même du projet de L'Alternative ! Endavant.